

Marianne - L'édito de Natacha Polony

Coupures d'électricité : les fossoyeurs reconnaîtront-ils leurs responsabilités ?

Il y a bien un moment où il faudra rendre des comptes. Notre époque a beau cultiver l'immédiateté et capter notre temps de cerveau disponible pour nous doter d'une mémoire de poisson rouge, tout ne peut pas s'effacer par miracle. Quoi ? la France, celle des ingénieurs et des médaillés Fields, celle du plan Messmer et de Framatome, pourrait manquer d'électricité en cas de petit coup de froid au point de fermer des écoles et de couper le téléphone et le chauffage à ses citoyens, et il faudrait, surtout, éviter tout droit d'inventaire ? Ces politiques qui n'ont à la bouche que l'expression « j'assume », ces hauts fonctionnaires convaincus d'être habilités à faire le bonheur des peuples malgré eux, ces éditorialistes empressés à accuser de « déclinisme » ou, pis, de « souverainisme », quiconque osait alerter sur l'abandon de toute ambition industrielle et sur la destruction des grands services publics, pas un ne serait responsable ? Pas un ne prononcerait même un petit mea culpa ? « Arrêtons de regarder le passé, maintenant il faut se tourner vers l'avenir. » Comme c'est confortable !

Il faut le marteler : la situation de dépendance et de précarité dans laquelle se trouve aujourd'hui la France – quant à son approvisionnement en énergie et dans de nombreux autres domaines, comme le reflète un déficit commercial abyssal, et qui s'enfoncé chaque année dans les profondeurs – ne découle pas d'une malheureuse conjoncture mais de choix opérés par les élites françaises, politiques, patrons de grandes entreprises, éditorialistes ayant pignon sur rue et s'étant faits les gardes-chiourmes d'un système fondé sur la dérégulation, le court terme, les flux tendus et l'accumulation du profit. Évidemment, ça n'était pas présenté comme ça. Il fallait dire « ouverture à l'autre », « modernité », « Europe (et l'Europe, c'est la paix) ». Cette Europe et pas une autre, bien sûr. Il fallait expliquer que ceux qui s'y opposaient étaient nationalistes, fascistes, rouge-brun. La conséquence se voit d'ailleurs dans les urnes : si alerter sur le déclin de l'industrie, de l'agriculture, de l'école..., c'est être fasciste, les citoyens finissent par se dire que voter à l'extrême droite, ce n'est pas si grave.

Reprenons : depuis 2002, libéralisation des grands services publics (acceptée par la gauche et par la droite, et signée par Lionel Jospin et Jacques Chirac), instauration d'un « marché » européen de l'électricité (un marché pour un produit qui ne se stocke pas, une aberration), aucune construction de nouvelle centrale nucléaire pendant vingt ans (et perte de compétences dramatique), inscription dans la loi, sous François Hollande, de la fermeture de 14 centrales (au nom d'un accord électoral entre le PS et les Verts), maintien de ces objectifs par Emmanuel Macron et son gouvernement (pour afficher des prises de guerre écologistes), et, comble de l'absurdité, abandon du projet Astrid, technologie de réacteurs à neutrons rapides permettant de recycler les déchets et donc de régler l'un des principaux problèmes liés à l'énergie nucléaire, technologie pour laquelle la France était en pointe. Aujourd'hui, ses plus grands spécialistes ont été débauchés par les États-Unis ou le Japon.

RIEN NE VA CHANGER...

Il faut écouter l'audition d'Yves Bréchet, ancien haut-commissaire à l'Énergie atomique, devant la commission d'enquête « souveraineté et indépendance énergétique de la France » de l'Assemblée nationale. Très poliment, très posément, il dénonce l'incurie, l'irresponsabilité des dirigeants français. Mais on pourrait y adjoindre tous ceux qui ont contribué à laisser faire. L'intitulé de la commission d'enquête est en lui-même délicieux : « souveraineté et indépendance ». Ah bon ? On a le droit, maintenant, de défendre la souveraineté ? Oui, nous disent-ils, mais vous, vous la défendiez mal, vous étiez pour le repli, comme l'extrême droite, alors que, maintenant, on défend une souveraineté ouverte... La bonne blague ! Face à ce désastre, les Français devraient se poser une question : pourquoi leur système médiatique et politique fonctionne-t-il comme une machine à délégitimer et à faire taire les vigies ? Pourquoi les citoyens acceptent-ils que tout débat soit étouffé par l'usage d'étiquettes infamantes destinées à renvoyer aux extrêmes quiconque remet en cause les options dont on s'aperçoit par la suite qu'elles ne servent qu'à préserver les intérêts d'une oligarchie ? La conséquence ? Ils se retrouvent sommés de choisir aux élections entre des candidats dont ils ne veulent pas et des options qu'ils jugent dangereuses.

Le plus consternant est sans doute que rien ne va changer. Les postures resteront les mêmes. Ceux qui péroreraient continueront à pérorer. Ceux qui se sont plantés sur tout continueront à décider. Au mieux feront-ils croire que, cette fois-ci, ils ont compris. Mais sans structure, sans cohérence, sans vision. Nous préparons les dépendances de demain. Sur le plan alimentaire, énergétique, numérique, industriel, les décisions sont prises, comme pour le nucléaire, au nom d'intérêts politiques à courte vue, entre pressions de lobbies divers et ambitions carriéristes de chacun. Reste à faire peur aux citoyens en agitant les risques de coupure de courant pour qu'ils restreignent d'eux-mêmes leur consommation, tout en expliquant qu'on récuse « les scénarios de la peur ». Reste à plonger les citoyens dans l'obsession du court terme, fins de mois et frigo vide, pour leur faire oublier qu'on a soi-même préparé les pénuries. Heureusement, les entreprises du CAC 40 continuent à verser des dividendes !